

RCS : GUERET Code greffe : 2301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GUERET atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1990 B 00053 Numéro SIREN : 377 865 621 Nom ou dénomination : LSD

Ce dépôt a été enregistré le 26/02/2024 sous le numéro de dépôt 213

B 213 le 26/2/2024

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/11/21	Net au 30/11/20
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	130 414	115 271	15 143	23 525
Fonds commercial	3 506 327		3 506 327	3 506 327
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	909 797	97 871	811 927	1 300 531
Constructions	9 304 754	6 876 146	2 428 608	2 671 829
Installations techniques, matériel et outillage	2 253 582	1 693 871	559 710	346 797
Autres immobilisations corporelles	537 709	443 700	94 009	75 601
Immob. en cours / Avances & acomptes				29 292
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	32		32	32
Autres titres immobilisés	787 109		787 109	783 044
Prêts				
Autres immobilisations financières	101 041		101 041	97 294
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	17 530 765	9 226 859	8 303 907	8 834 273
Stocks				
Matières premières et autres approv.	4 727		4 727	6 212
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 079 051		4 079 051	4 200 837
Créances				
Clients et comptes rattachés	174 368			
Fournisseurs débiteurs	518 591			
Personnel				
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	48 715		48 715	161 932
Autres créances	344 175		344 175	269 557
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	15 845		15 845	15 845
Disponibilités	3 815 006		3 815 006	1 968 353
Charges constatées d'avance	80 002		80 002	66 940
TOTAL ACTIF CIRCULANT	9 080 479	7 938	9 072 541	7 321 429
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE RÉGULARISATION				
TOTAL ACTIF	26 611 244	9 234 797	17 376 447	16 155 702

Pour copie
Certifiée conforme

Bilan

	Net au 30/11/21	Net au 30/11/20
PASSIF		
Capital social ou individuel	700 000	700 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	162 788	162 788
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	70 000	70 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	5 428 740	3 926 401
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	1 970 897	1 752 508
Subventions d'investissement	160 961	
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	8 493 385	6 611 697
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	105 266	114 326
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	105 266	114 326
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	2 355 749	2 323 283
<i>Découverts et concours bancaires</i>	711	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	2 356 460	2 323 283
Emprunts et dettes financières diverses	257 042	238 913
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	1 019 221	1 917 486
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 814	4 307
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 336 298	3 115 197
<i>Personnel</i>	1 032 195	1 070 390
<i>Organismes sociaux</i>	206 193	180 015
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	84 368	35 873
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	299 032	271 227
Dettes fiscales et sociales	1 621 788	1 557 505
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 043	52 817
Autres dettes	168 898	210 681
Produits constatés d'avance	3 232	9 489
TOTAL DETTES	8 777 796	9 429 679
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	17 376 447	16 155 702

Compte de résultat

	30/11/2021	30/11/2020
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	44 987 512	41 487 158
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	895 451	785 844
Chiffre d'affaires net	45 882 964	42 273 002
<i>Dont à l'exportation</i>		8 682
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	197 887	140 962
Autres produits	11 409	27 394
Total I	46 092 260	42 441 358
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	34 472 557	31 767 195
Variations de stock	121 786	-139 934
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock	1 484	-1 861
Autres achats et charges externes (a)	2 755 727	2 791 009
Impôts, taxes et versements assimilés	624 872	677 028
Salaires et traitements	2 953 514	2 814 386
Charges sociales	693 408	638 258
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	660 830	638 167
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	1 330	618
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	18 779	27 839
Autres charges	5 685	39 008
Total II	42 309 973	39 251 744
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	3 782 287	3 189 644
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	9 775	8 213
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	79	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	391	889
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	470	889
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	47 801	56 342
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	47 801	56 342
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-47 331	-55 452
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	3 744 731	3 142 404

Compte de résultat (suite)

	30/11/2021	30/11/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	25 207	33 385
Sur opérations en capital	219 015	26 456
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	244 222	59 840
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	46 905	99 086
Sur opérations en capital	494 095	25 590
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	27 871	53
Total charges exceptionnelles (VIII)	568 872	124 729
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-324 650	-64 889
Participation des salariés aux résultats (IX)	683 593	593 182
Impôts sur les bénéfices (X)	765 590	731 825
Total des produits (I+III+V+VII)	46 346 727	42 510 300
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	44 375 829	40 757 792
BENEFICE OU PERTE	1 970 897	1 752 508
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	4 308	7 454

COMPTES ANNUELS

DU 01/12/2020 AU 30/11/2021

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS LA SOUTERRAINE DISTRIBUTION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/11/2021, dont le total est de 17 376 447 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 970 897 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/12/2020 au 30/11/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 25/01/2022 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/11/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 Novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

L'entreprise applique les recommandations du Plan comptable "" retenu dans son secteur d'activité suivant l'avis Règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 du CNC.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 2
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 25 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 15 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués au dernier prix d'achat facturé (3 fois net).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et méthodes comptables

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

PROVISION SUR T.E.L. NON MANDATES NON UTILISES A LA CLOTURE :

Afin de prendre mieux en compte les exigences fiscales, la part des TEL non mandatés incluse dans le total des TEL en-cours est diminuée par le crédit d'un compte 709799 et le débit du 419700. Ce montant est ensuite provisionné, par le débit du 681510 et le crédit du 151810, du montant utilisable par les clients à hauteur de 98% au 30/11/21.

CESSION ANCIEN BRICO :

Le magasin a procédé à la cession des terrains et du bâtiment de l'ancien brico le 23/07/2021. Cette cession a diminué l'actif net de la société de 492 K€. Cette cession a généré une moins value de 292 K€, et une dotation exceptionnelle de 28 K€.

COVID 19 :

Dans le cadre de l'épidémie mondiale du "COVID-19" et des périodes de confinement et de couvre feu successives en France, la société LSD a connu une modification profonde de la consommation, tant en répartition du chiffre d'affaires qu'en intensité sur certains rayons. La concentration des achats a conduit à renforcer les moyens sur le Drive et l'alimentaire notamment.

Les mesures de sécurisation sanitaire des clients et du personnel ont été prises pour assurer la continuité des services indispensables à la population.

Au niveau de l'effectif, cette épidémie (et les événements détaillés précédemment) a eu des impacts limités en nombre d'absents. Les effectifs des rayons fermés ont été répartis principalement sur le Drive.

La société a peu eu recours au dispositif de chômage ou autres dispositifs sociaux, fiscaux et bancaires mis en place dans les mesures d'urgence du Gouvernement.

Les conséquences de la crise sanitaire sur les opérations post-clôture de la société ne peuvent pas être chiffrées à la date de l'arrêté des comptes et être estimées de manière fiable.

Pour autant, l'entreprise met en place toutes les mesures nécessaires pour continuer son activité dans des conditions de sécurité et pour maintenir son niveau de trésorerie.

En tout état de cause, à la date d'arrêté des comptes, la continuité de l'exploitation n'est pas remise en cause.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	3 506 327			3 506 327
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	126 512	3 901		130 414
Immobilisations incorporelles	3 632 840	3 901		3 636 741
- Terrains	1 512 361	6 960	609 524	909 797
- Constructions sur sol propre	8 420 373	181 845	905 132	7 697 086
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 706 258	100 813	199 402	1 607 669
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 195 774	327 323	269 515	2 253 582
- Installations générales, agencements aménagements divers	227 702	44 073	18 073	253 702
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	286 570	6 589	9 152	284 007
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	29 292		29 292	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 378 331	667 602	2 040 091	13 005 842
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	32			32
- Autres titres immobilisés	783 044	4 065		787 109
- Prêts et autres immobilisations financières	97 294	3 747		101 041
Immobilisations financières	880 370	7 812		888 182
ACTIF IMMOBILISE	18 891 541	679 315	2 040 091	17 530 765

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	3 901	667 602	7 812	679 315
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	3 901	667 602	7 812	679 315
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		29 292		29 292
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		2 010 799		2 010 799
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		2 040 091		2 040 091

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	30/11/2021
Éléments achetés	3 506 327
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	3 506 327

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	102 987	12 284		115 271
Immobilisations incorporelles	102 987	12 284		115 271
- Terrains	211 830	3 876	117 836	97 871
- Constructions sur sol propre	6 065 805	462 201	905 132	5 622 873
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 388 997	63 678	199 402	1 253 274
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 848 978	114 409	269 515	1 693 871
- Installations générales, agencements aménagements divers	177 563	16 570	18 073	176 060
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	261 109	15 684	9 152	267 640
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	9 954 281	676 418	1 519 111	9 111 588
ACTIF IMMOBILISE	10 057 267	688 702	1 519 111	9 226 859

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 266 891 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	101 041	101 041	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	174 368	174 368	
Autres	911 481	911 481	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	80 002	80 002	
Total	1 266 891	1 266 891	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients factures à établir	19 784
Rabais remises ristournes à recev.	268 508
Avoirs non parvenus frais généraux	181 793
Avoirs non parvenus marchandises	57 107
Total	527 191

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 700 001,70 euros décomposé en 46 500 titres d'une valeur nominale de 15,05 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	86 487				86 487
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	27 839	18 779	27 839		18 779
Total	114 326	18 779	27 839		105 266
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		18 779	27 839		
Financières					
Exceptionnelles					

Provision Litige Galec :

Provision constituée au 30/11/2018 pour tenir compte du risque lié au nouveau contentieux commercial entre les fournisseurs du Galec et l'enseigne Leclerc. Le 28/02/2018, le Galec a fait l'objet d'une assignation à comparaître du Ministre de l'Economie devant le tribunal de commerce de Paris. Le contentieux porte sur l'obtention de remises additionnelles et inconditionnelles sans contreparties réelles évaluées au niveau nationale à 83K€. Pour le magasin LSD, le risque est évalué à 86 487€.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 8 764 982 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	711	711		
- à plus de 1 an à l'origine	2 355 749	400 293	1 130 920	824 536
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	257 042	257 042		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 336 298	3 336 298		
Dettes fiscales et sociales	1 621 788	1 621 788		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 043	2 043		
Autres dettes (**)	1 188 119	1 188 119		
Produits constatés d'avance	3 232	3 232		
Total	8 764 982	6 809 526	1 130 920	824 536
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	400 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	366 814			
(**) Dont envers les associés	794 750			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fnp marchandises	57 077
Fnp frais généraux	136 563
Intérêts courus	2 920
Intérêts réserve participation	7 804
Dettes prov congés à payer	216 621
Dettes prov interressement à payer	394 063
Dettes prov participation à payer	289 530
Provision primes	131 176
Charges sociales sur prov cp	46 348
Prov chgs sociales s/primes	28 067
Charges à payer	5 226
Charges fiscales cp	5 006
Etat charges à payer	186 092
Etat-formation continue à payer	12 043
Etat-taxe apprentissage à payer	7 894
Etat-invest. construction à payer	24 303
Etat-forfait social	57 906
Total	1 608 640

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	80 002		
Total	80 002		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits Constatés d'avance	3 232		
Total	3 232		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services			
Ventes de marchandises	44 987 512		44 987 512
Produits des activités annexes	895 451		895 451
TOTAL	45 882 964		45 882 964

Impact de l'événement Covid-19 sur le Chiffre d'affaires

COVID 19 :

Dans le cadre de l'épidémie mondiale du "COVID-19" et de la période de 2nd confinement déclarée en France à compter du 18 octobre 2020, la société LSD a connu une modification profonde de la consommation, tant en répartition du chiffre d'affaires qu'en intensité sur certains rayons. La concentration des achats a conduit à renforcer les moyens sur le Drive et l'alimentaire notamment.

Dans la même période, il a été déclaré un couvre feu en France du 18 octobre 2020 au 20 juin 2021.

Les mesures de sécurisation sanitaire des clients et du personnel ont été prises pour assurer la continuité des services indispensables à la population.

Au niveau de l'effectif, cette épidémie (et les événements détaillés précédemment) a eu des impacts limités en nombre d'absents. Les effectifs des rayons fermés ont été répartis principalement sur le Drive.

La société a peu eu recours au dispositif de chômage ou autres dispositifs sociaux, fiscaux et bancaires mis en place dans les mesures d'urgence du Gouvernement.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 10 753 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Pour l'exercice clos au 30/11/2021, les honoraires du commissaire aux comptes sont provisionnés à hauteur de 6 780 € après versement d'un acompte de charge 4 020€ HT.

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	385	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	46 520	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	491 688	
Autres charges	2 407	
Amortissements des immobilisations	27 871	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		25 207
Produits des cessions d'éléments d'actif		200 000
Subventions d'investissement virées au résultat		17 885
Autres produits		1 130
TOTAL	568 872	244 222

Résultat et impôts sur les bénéfices

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 26,5 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 86 747 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	327 348
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	327 348
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	86 747
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 26,5 %.	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/12/2012, la société SAS LA SOUTERRAINE DISTRIBUTION est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS HLSD.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La convention retenue pour la répartition de l'impôt est celle où les charges sont supportées par chaque société intégrée.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 112 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens	18	
Employés	89	
Ouvriers		
Total	112	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	790 328
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Emprunts garantis par des sûretés réelles</i>	1 761 139
Autres engagements donnés	1 761 139
Total	2 551 467
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Suretés réelles reçues de M. & Mme DILLAY en garantie de l'emprunt CRCA</i>	
<i>Capital restant dû au 30/11/2021</i>	25 649
<i>Suretés réelles reçues de M. & Mme DILLAY en garantie de l'emprunt BFCC</i>	
<i>Capital restant dû au 30/11/2021</i>	36 774
Autres engagements reçus	62 423
Total	62 423
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Dans le cadre des conventions de parrainage, les sociétés ci-dessous se sont engagées à couvrir les besoins d'exploitation de SAS LSD de la façon suivante :

- A hauteur de 19.50% pour la SAS BONNEMIE ILE O DIS
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SOFIPAR
- A hauteur de 11.50% pour la SAS ANGELY
- A hauteur de 11.50% pour la SAS FOCH DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SODISROY
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SAINT MAIXANT DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS LIMOGES DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS USSEL DISTRIBUTION

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 790 328 euros

Ce calcul retient l'hypothèse d'un départ à la retraite à 65 ans, à l'initiative du salarié, avec un taux d'actualisation de 0.85%. La table de mortalité utilisée est TH/TF 00-02.

Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
Nombre d'actions ordinaires	46 500,00	46 500,00	46 500,00	46 500,00	46 500,00
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	39 506 001,30	40 767 292,62	42 839 200,62	42 273 001,86	45 882 963,55
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	2 972 145,86	3 058 241,43	3 527 788,95	3 701 836,37	4 100 232,84
Impôts sur les bénéfices	501 876,00	428 520,00	680 969,00	731 825,00	765 590,00
Participation des salariés	439 615,00	503 172,00	576 512,00	593 182,00	683 593,00
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	1 500 527,38	1 501 065,31	1 709 732,32	1 752 508,42	1 970 897,32
Résultat distribué	1 300 140,00	1 300 140,00	1 300 140,00	250 170,00	
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	43,67	45,73	48,82	51,11	57,01
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	32,27	32,28	36,77	37,69	42,38
Dividende distribué	27,96	27,96	27,96	5,38	
Personnel					
Effectif salariés	115	115	115	115	115
Montant de la masse salariale	2 552 880,40	2 676 524,55	2 742 980,57	2 814 386,26	2 953 514,42
Montant des sommes versées en avantages sociaux	859 728,72	830 609,94	847 874,69	638 258,48	693 407,95

Dossier de Gestion

Tableau de financement

	Ressources	Emplois
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	2 924 853	
- Réduction des fonds propres		
Autofinancement disponible	2 924 853	
Cessions et réduction de l'actif immobilisé	200 000	
Apports en fonds propres, en comptes courants et versements par les associés		
Nouveaux emprunts et contrats de crédit-bail	417 408	
Subventions d'investissement	178 845	
Total des ressources	3 721 107	
EMPLOIS		
Distributions mises en paiement		250 170
Remboursement de comptes courants et versements aux associés		898 272
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé (y compris biens pris en crédit-bail)		650 023
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement en capital d'emprunts et contrats de crédit-bail		366 814
Total des emplois		2 165 279
Variation du fonds de roulement net global	1 555 828	

	30/11/2021	30/11/2020	Besoins	Dégagements
Variation des actifs				
Stocks et en-cours	4 083 778	4 207 048		123 270
Avances et acomptes versés sur commandes				
Comptes clients, comptes rattachés	174 368	168 203	6 165	
Autres créances	911 427	902 420	9 007	
Comptes de régularisation	80 002	66 940	13 061	
Variation des dettes				
Avances et acomptes reçus sur commandes	12 814	4 307		8 508
Fournisseurs, comptes rattachés	3 336 298	3 115 197		221 101
Dettes fiscales et sociales	1 621 788	1 557 505		64 283
Autres dettes	170 941	263 498	92 557	
Comptes de Régularisation	3 232	9 489	6 258	
Dégagement net de fonds de roulement				290 114
Variation de la trésorerie active	3 830 851	1 984 198	1 846 653	
Variations de la trésorerie passive	711			711
Variation nette de trésorerie			1 845 942	
Variation du fonds de roulement net global			1 555 828	

DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 29 AVRIL 2022

Portant sur les comptes de l'exercice clos le 30 novembre 2021

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 novembre 2021 :

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Président, et décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 30 novembre 2021, soit le **bénéfice net comptable de + 1.970.897,32 euros** de la manière suivante :

Proposition d'affectation :

- A titre de Dividende, la somme de	1.180.170,00 euros
- Le solde en totalité au compte « Autres Réserves », soit	790.727,32 euros
	1.970.897,32 euros

Le dividende unitaire "brut" revenant à chaque associé est de **25,38 euros** par action (pour chacune des **46.500 actions** composant le capital), avant déduction des prélèvements obligatoires dus à la source par l'établissement payeur pour le compte des personnes physiques.

L'Assemblée Générale reconnaît avoir été informée :

- Que, depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués supportent dès leur versement un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30 %, soit 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2 % de prélèvements sociaux ;
- Que, peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50.000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75.000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende ;
- Que l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire de 12,8 % sera déduit de l'impôt dû.
L'abattement de 40 % sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2° de l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale reconnaît également avoir été informée que conformément aux dispositions de l'article L 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts ;

C'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Le dividende "net" en numéraire est mis en paiement au siège social à compter du **1^{er} Mai 2022**.

Cette affectation a pour effet de porter le montant des capitaux propres au 30 novembre 2021 à la somme de **7.313.215,10 euros**.

L'Assemblée Générale prend acte que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

	<u>Année</u>	<u>Dividende brut par action :</u>	
Exercice social 2017/2018	2019	27,96 euros	Eligible à l'abattement de 40 % pour les personnes physiques
Exercice social 2018/2019	2020	27,96 euros	Eligible à l'abattement de 40 % pour les personnes physiques
Exercice social 2019/2020	2021	5,38 euros	Eligible à l'abattement de 40 % pour les personnes physiques

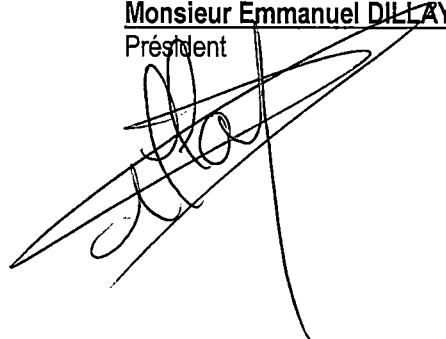
Vote de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 29 avril 2022 :

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Certifiée conforme

Monsieur Emmanuel DILLAY

Président



LSD

Société par Actions Simplifiée au capital de 700 000 €
Siège Social : Avenue Jean Jaurès
23300 LA SOUTERRAINE

N° SIRET : 377 865 621 00041
Code APE : 4711F
RCS GUERET : 377 865 621

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2021

Aux Membres de l'Assemblée Générale de la société LSD,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LSD relatifs à l'exercice clos le 30 novembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

CG.

.../...

.../...

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} décembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

III. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Faits caractéristiques » en page 13 de l'annexe des comptes annuels concernant l'impact de la crise sanitaire liée à la COVID-19.

IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note de l'annexe relative aux méthodes d'évaluation expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation du coût d'entrée des immobilisations et des stocks de marchandises.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

CG

.../...

.../...

V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D 441-6 du Code de Commerce.

VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

lg .

.../...

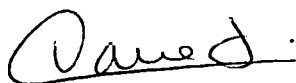
.../...

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Poitiers, le 14 avril 2022

Pour la SARL DUO SOLUTIONS AUDIT,
Commissaire aux Comptes,



Christine JANET

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/11/21	Net au 30/11/20
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	130 414	115 271	15 143	23 525
Fonds commercial	3 506 327		3 506 327	3 506 327
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	909 797	97 871	811 927	1 300 531
Constructions	9 304 754	6 876 146	2 428 608	2 671 829
Installations techniques, matériel et outillage	2 253 582	1 693 871	559 710	346 797
Autres immobilisations corporelles	537 709	443 700	94 009	75 601
Immob. en cours / Avances & acomptes				29 292
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	32		32	32
Autres titres immobilisés	787 109		787 109	783 044
Prêts				
Autres immobilisations financières	101 041		101 041	97 294
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	17 530 765	9 226 859	8 303 907	8 834 273
Stocks				
Matières premières et autres approv.	4 727		4 727	6 212
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 079 051		4 079 051	4 200 837
Créances				
Clients et comptes rattachés	174 368	7 938	166 429	160 775
Fournisseurs débiteurs	518 591		518 591	470 978
Personnel				
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	48 715		48 715	161 932
Autres créances	344 175		344 175	269 557
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	15 845		15 845	15 845
Disponibilités	3 815 006		3 815 006	1 968 353
Charges constatées d'avance	80 002		80 002	66 940
TOTAL ACTIF CIRCULANT	9 080 479	7 938	9 072 541	7 321 429
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE RÉGULARISATION				
TOTAL ACTIF	26 611 244	9 234 797	17 376 447	16 155 702

Bilan

	Net au 30/11/21	Net au 30/11/20
PASSIF		
Capital social ou individuel	700 000	700 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	162 788	162 788
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	70 000	70 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	5 428 740	3 926 401
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	1 970 897	1 752 508
Subventions d'investissement	160 961	
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	8 493 385	6 611 697
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	105 266	114 326
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	105 266	114 326
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	2 355 749	2 323 283
<i>Découverts et concours bancaires</i>	711	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	2 356 460	2 323 283
Emprunts et dettes financières diverses	257 042	238 913
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	1 019 221	1 917 486
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 814	4 307
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 336 298	3 115 197
<i>Personnel</i>	1 032 195	1 070 390
<i>Organismes sociaux</i>	206 193	180 015
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	84 368	35 873
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	299 032	271 227
Dettes fiscales et sociales	1 621 788	1 557 505
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 043	52 817
Autres dettes	168 898	210 681
Produits constatés d'avance	3 232	9 489
TOTAL DETTES	8 777 796	9 429 679
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	17 376 447	16 155 702

Compte de résultat

	30/11/2021	30/11/2020
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	44 987 512	41 487 158
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	895 451	785 844
Chiffre d'affaires net	45 882 964	42 273 002
<i>Dont à l'exportation</i>		8 682
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	197 887	140 962
Autres produits	11 409	27 394
Total I	46 092 260	42 441 358
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	34 472 557	31 767 195
Variations de stock	121 786	-139 934
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock	1 484	-1 861
Autres achats et charges externes (a)	2 755 727	2 791 009
Impôts, taxes et versements assimilés	624 872	677 028
Salaires et traitements	2 953 514	2 814 386
Charges sociales	693 408	638 258
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	660 830	638 167
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	1 330	618
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	18 779	27 839
Autres charges	5 685	39 008
Total II	42 309 973	39 251 714
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	3 782 287	3 189 644
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	9 775	8 213
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	79	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	391	889
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	470	889
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	47 801	56 342
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	47 801	56 342
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-47 331	-55 452
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	3 744 731	3 142 404

Compte de résultat (suite)

	30/11/2021	30/11/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	25 207	33 385
Sur opérations en capital	219 015	26 456
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	244 222	59 840
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	46 905	99 086
Sur opérations en capital	494 095	25 590
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	27 871	53
Total charges exceptionnelles (VIII)	568 872	124 729
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-324 650	-64 889
Participation des salariés aux résultats (IX)	683 593	593 182
Impôts sur les bénéfices (X)	765 590	731 825
Total des produits (I+III+V+VII)	46 346 727	42 510 300
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	44 375 829	40 757 792
BENEFICE OU PERTE	1 970 897	1 752 508
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	4 308	7 454

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS LA SOUTERRAINE DISTRIBUTION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/11/2021, dont le total est de 17 376 447 euros
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 970 897 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/12/2020 au 30/11/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/02/2022 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/11/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 Novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

L'entreprise applique les recommandations du Plan comptable "" retenu dans son secteur d'activité suivant l'avis Règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 du CNC.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 2
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 25 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 15 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués au dernier prix d'achat facturé (3 fois net).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et méthodes comptables

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

PROVISION SUR T.E.L. NON MANDATES NON UTILISES A LA CLOTURE :

Afin de prendre mieux en compte les exigences fiscales, la part des TEL non mandatés incluse dans le total des TEL en-cours est diminuée par le crédit d'un compte 709799 et le débit du 419700. Ce montant est ensuite provisionné, par le débit du 681510 et le crédit du 151810, du montant utilisable par les clients à hauteur de 98% au 30/11/21.

CESSION ANCIEN BRICO :

Le magasin a procédé à la cession des terrains et du bâtiment de l'ancien brico le 23/07/2021. Cette cession a diminué l'actif net de la société de 492 K€. Cette cession a généré une moins value de 292 K€, et une dotation exceptionnelle de 28 K€.

COVID 19 :

Dans le cadre de l'épidémie mondiale du "COVID-19" et des périodes de confinement et de couvre feu successives en France, la société LSD a connu une modification profonde de la consommation, tant en répartition du chiffre d'affaires qu'en intensité sur certains rayons. La concentration des achats a conduit à renforcer les moyens sur le Drive et l'alimentaire notamment.

Les mesures de sécurisation sanitaire des clients et du personnel ont été prises pour assurer la continuité des services indispensables à la population.

Au niveau de l'effectif, cette épidémie (et les événements détaillés précédemment) a eu des impacts limités en nombre d'absents.

La société a peu eu recours au dispositif de chômage ou autres dispositifs sociaux, fiscaux et bancaires mis en place dans les mesures d'urgence du Gouvernement.

Les conséquences de la crise sanitaire sur les opérations post-clôture de la société ne peuvent pas être chiffrées à la date de l'arrêté des comptes et être estimées de manière fiable.

Pour autant, l'entreprise met en place toutes les mesures nécessaires pour continuer son activité dans des conditions de sécurité et pour maintenir son niveau de trésorerie.

En tout état de cause, à la date d'arrêté des comptes, la continuité de l'exploitation n'est pas remise en cause.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	3 506 327			3 506 327
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	126 512	3 901		130 414
Immobilisations incorporelles	3 632 840	3 901		3 636 741
- Terrains	1 512 361	6 960	609 524	909 797
- Constructions sur sol propre	8 420 373	181 845	905 132	7 697 086
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 706 258	100 813	199 402	1 607 669
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 195 774	327 323	269 515	2 253 582
- Installations générales, agencements aménagements divers	227 702	44 073	18 073	253 702
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	286 570	6 589	9 152	284 007
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	29 292		29 292	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 378 331	667 602	2 040 091	13 005 842
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	32			32
- Autres titres immobilisés	783 044	4 065		787 109
- Prêts et autres immobilisations financières	97 294	3 747		101 041
Immobilisations financières	880 370	7 812		888 182
ACTIF IMMOBILISE	18 891 541	679 315	2 040 091	17 530 765

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	3 901	667 602	7 812	679 315
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	3 901	667 602	7 812	679 315
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		29 292		29 292
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		2 010 799		2 010 799
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		2 040 091		2 040 091

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	30/11/2021
Éléments achetés	3 506 327
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	3 506 327

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	102 987	12 284		115 271
Immobilisations incorporelles	102 987	12 284		115 271
- Terrains	211 830	3 876	117 836	97 871
- Constructions sur sol propre	6 065 805	462 201	905 132	5 622 873
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 388 997	63 678	199 402	1 253 274
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 848 978	114 409	269 515	1 693 871
- Installations générales, agencements aménagements divers	177 563	16 570	18 073	176 060
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	261 109	15 684	9 152	267 640
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	9 954 281	676 418	1 519 111	9 111 588
ACTIF IMMOBILISE	10 057 267	688 702	1 519 111	9 226 859

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 266 891 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	101 041		101 041
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	174 368	174 368	
Autres	911 481	911 481	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	80 002	80 002	
Total	1 266 891	1 165 850	101 041
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients factures à établir	19 784
Rabais remises ristournes à recev.	268 508
Avoirs non parvenus frais généraux	181 793
Avoirs non parvenus marchandises	57 107
Total	527 191

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 700 001,70 euros décomposé en 46 500 titres d'une valeur nominale de 15,05 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	86 487				86 487
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	27 839	18 779	27 839		18 779
Total	114 326	18 779	27 839		105 266
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		18 779	27 839		
Financières					
Exceptionnelles					

Provision Litige Galec :

Provision constituée au 30/11/2018 pour tenir compte du risque lié au nouveau contentieux commercial entre les fournisseurs du Galec et l'enseigne Leclerc. Le 28/02/2018, le Galec a fait l'objet d'une assignation à comparaître du Ministre de l'Economie devant le tribunal de commerce de Paris. Le contentieux porte sur l'obtention de remises additionnelles et inconditionnelles sans contreparties réelles évaluées au niveau nationale à 83K€. Pour le magasin LSD, le risque est évalué à 86 487€.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 8 764 982 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	711	711		
- à plus de 1 an à l'origine	2 355 749	400 293	1 130 920	824 536
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	257 042	257 042		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 336 298	3 336 298		
Dettes fiscales et sociales	1 621 788	1 621 788		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 043	2 043		
Autres dettes (**)	1 188 119	1 188 119		
Produits constatés d'avance	3 232	3 232		
Total	8 764 982	6 809 526	1 130 920	824 536
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	400 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	366 814			
(**) Dont envers les associés	794 750			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fnp marchandises	57 077
Fnp frais généraux	136 563
Intérêts courus	2 920
Intérêts réserve participation	7 804
Dettes prov congés à payer	216 621
Dettes prov interressement à payer	394 063
Dettes prov participation à payer	289 530
Provision primes	131 176
Charges sociales sur prov cp	46 348
Prov chgs sociales s/primes	28 067
Charges à payer	5 226
Charges fiscales cp	5 006
Etat charges à payer	186 092
Etat-formation continue à payer	12 043
Etat-taxe apprentissage à payer	7 894
Etat-invest. construction à payer	24 303
Etat-forfait social	57 906
Total	1 608 640

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	80 002		
Total	80 002		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits Constatés d'avance	3 232		
Total	3 232		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services			
Ventes de marchandises	44 987 512		44 987 512
Produits des activités annexes	895 451		895 451
TOTAL	45 882 964		45 882 964

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 10 753 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Pour l'exercice clos au 30/11/2021, les honoraires du commissaire aux comptes sont provisionnés à hauteur de 6 780 € après versement d'un acompte de charge 4 020€ HT.

Charges et Produits exceptionnels

Notes sur le compte de résultat

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	385	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	46 520	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	491 688	
Autres charges	2 407	
Amortissements des immobilisations	27 871	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		25 207
Produits des cessions d'éléments d'actif		200 000
Subventions d'investissement virées au résultat		17 885
Autres produits		1 130
TOTAL	568 872	244 222

Résultat et impôts sur les bénéfices

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 26,5 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 86 747 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	327 348
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	327 348
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	86 747
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 26,5 %.	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/12/2012, la société SAS LA SOUTERRAINE DISTRIBUTION est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS HLSD.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La convention retenue pour la répartition de l'impôt est celle où les charges sont supportées par chaque société intégrée.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 112 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens	18	
Employés	89	
Ouvriers		
Total	112	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	300 001
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Emprunts garantis par des sûretés réelles</i>	1 761 139
Autres engagements donnés	1 761 139
Total	2 551 467
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Suretés réelles reçues de M. & Mme DILLAY en garantie de l'emprunt CRCA</i>	
<i>Capital restant dû au 30/11/2021</i>	25 649
<i>Suretés réelles reçues de M. & Mme DILLAY en garantie de l'emprunt BFCC</i>	
<i>Capital restant dû au 30/11/2021</i>	36 774
Autres engagements reçus	62 423
Total	62 423
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Dans le cadre des conventions de parrainage, les sociétés ci-dessous se sont engagées à couvrir les besoins d'exploitation de SAS LSD de la façon suivante :

- A hauteur de 19.50% pour la SAS BONNEMIE ILE O DIS
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SOFIPAR
- A hauteur de 11.50% pour la SAS ANGELY
- A hauteur de 11.50% pour la SAS FOCH DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SODISROY
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SAINT MAIXANT DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS LIMOGES DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS USSEL DISTRIBUTION

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 300 001 euros

Ce calcul retient l'hypothèse d'un départ à la retraite à 65 ans, à l'initiative du salarié, avec un taux d'actualisation de 0.85%. La table de mortalité utilisée est TH/TF 00-02.

Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
Nombre d'actions ordinaires	46 500,00	46 500,00	46 500,00	46 500,00	46 500,00
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	39 506 001,30	40 767 292,62	42 839 200,62	42 273 001,86	45 882 963,55
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	2 972 145,86	3 058 241,43	3 527 788,95	3 701 836,37	4 100 232,84
Impôts sur les bénéfices	501 876,00	428 520,00	680 969,00	731 825,00	765 590,00
Participation des salariés	439 615,00	503 172,00	576 512,00	593 182,00	683 593,00
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	1 500 527,38	1 501 065,31	1 709 732,32	1 752 508,42	1 970 897,32
Résultat distribué	1 300 140,00	1 300 140,00	1 300 140,00	250 170,00	
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	43,67	45,73	48,82	51,11	57,01
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	32,27	32,28	36,77	37,69	42,38
Dividende distribué	27,96	27,96	27,96	5,38	
Personnel					
Effectif salariés	115	115	115	115	115
Montant de la masse salariale	2 552 880,40	2 676 524,55	2 742 980,57	2 814 386,26	2 953 514,42
Montant des sommes versées en avantages sociaux	859 728,72	830 609,94	847 874,69	638 258,48	693 407,95

Dossier de Gestion

Tableau de financement

	Ressources	Emplois
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	2 924 853	
- Réduction des fonds propres		
Autofinancement disponible	2 924 853	
Cessions et réduction de l'actif immobilisé	200 000	
Apports en fonds propres, en comptes courants et versements par les associés		
Nouveaux emprunts et contrats de crédit-bail	417 408	
Subventions d'investissement	178 845	
Total des ressources	3 721 107	
EMPLOIS		
Distributions mises en paiement		250 170
Remboursement de comptes courants et versements aux associés		898 272
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé (y compris biens pris en crédit-bail)		650 023
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement en capital d'emprunts et contrats de crédit-bail		366 814
Total des emplois		2 165 279
Variation du fonds de roulement net global	1 555 828	

	30/11/2021	30/11/2020	Besoins	Dégagements
Variation des actifs				
Stocks et en-cours	4 083 778	4 207 048		123 270
Avances et acomptes versés sur commandes				
Comptes clients, comptes rattachés	174 368	168 203	6 165	
Autres créances	911 427	902 420	9 007	
Comptes de régularisation	80 002	66 940	13 061	
Variation des dettes				
Avances et acomptes reçus sur commandes	12 814	4 307		8 508
Fournisseurs, comptes rattachés	3 336 298	3 115 197		221 101
Dettes fiscales et sociales	1 621 788	1 557 505		64 283
Autres dettes	170 941	263 498	92 557	
Comptes de Régularisation	3 232	9 489	6 258	
Dégagement net de fonds de roulement				290 114
Variation de la trésorerie active	3 830 851	1 984 198	1 846 653	
Variations de la trésorerie passive	711			711
Variation nette de trésorerie			1 845 942	
Variation du fonds de roulement net global			1 555 828	

LSD

Société par actions simplifiée au capital de 700.000,00 euros
Siège social : Avenue Jean Jaurès – 23300 LA SOUTERRAINE
377 865 621 – RCS GUERET

POUVOIR

Je soussigné **Monsieur Emmanuel DILLAY**,
Demeurant au 3 La Drable à ST PRIEST LA FEUILLE (23300) ;

Agissant en qualité de Président de la **société LSD**, Société par actions simplifiée au capital de 700.000,00 euros, sus-désignée en-tête des présentes, dont le siège est situé, Avenue Jean Jaurès à La Souterraine (23300) ;

Donne pouvoir par les présentes à **Maître Nicolas GOIMIER**, avocat associé de la SCP D'AVOCATS TEN FRANCE, située au 23, rue Victor Grignard, Pôle République, secteur 2, CS 61074, 86061 POITIERS Cedex 9, de pour moi et en mon nom, procéder auprès du guichet unique électronique des formalités d'entreprises, et auprès du greffe de Tribunal de commerce de GUERET (23), à toutes formalités de dépôts, immatriculations, modifications et radiations au Registre du Commerce et des Sociétés concernant ladite Société,

En conséquence, faire toutes déclarations et démarches, produire toutes pièces justificatives, effectuer tout dépôt de pièces, signer tous documents, requêtes et documents utiles, élire domicile, substituer en totalité ou en partie, et en général faire tout ce qui sera nécessaire.

L'exécution de ce mandat vaudra décharge au mandataire.

Fait à La Souterraine (23),
Le 22/02/24

Monsieur Emmanuel DILLAY
Président

(Faire précéder la signature de la mention écrite « Bon pour pouvoir »)

BON POUR ACCORD
